



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service prévention des risques techniques  
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE  
Téléphone : 04 88 17 88 84  
Télécopie : 04 88 17 88 99  
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° 2015043-0012 du 12 février 2015

**mettant en demeure la société APTUNION à APT de  
respecter l'article R512-33 du code de l'environnement,  
l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26  
janvier 2006 et le paragraphe 3.2.2 de l'arrêté ministériel  
du 23 décembre 2008**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-8 et R512-33 ;

VU le décret n° NOR: INTA1230678D du 1er août 2012 publié au Journal officiel de la République Française le 3 août 2012 portant nomination de M. Yannick BLANC, en qualité de préfet de Vaucluse ;

VU l'arrêté préfectoral n°30 du 31 mars 2003 autorisant la société KERRY APTUNION à exploiter l'ensemble des activités de son établissement d'APT ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 janvier 2006 modifiant l'arrêté du 30 mars 2003 autorisant la société KERRY Ingrédients France à exploiter l'ensemble des activités de son établissement d'APT ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014246-0011 du 03/09/2014 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

VU le récépissé de changement d'exploitant de la société KERRY Ingrédients France à la société APTUNION en date du 12 octobre 2012 ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le courrier de la société APTUNION adressée à la DREAL le 15 décembre 2014 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 janvier 2015 ;

**CONSIDÉRANT** que la vente d'une partie du bâtiment administratif n'a pas été déclarée au préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaire ;

**CONSIDERANT** que de nombreuses modifications, notamment les stockages dans le bâtiment GR3 et les stockages sous chapiteaux, ont été apportées sur les entrepôts couverts de matières combustibles (rubrique 1510) et sur les entrepôts frigorifiques (rubrique 1511) par rapport au dossier d'autorisation de 2003 et à celui de 2011, sans être déclarées au préfet ;

**CONSIDÉRANT** qu'ainsi la Société APTUNION ne respecte pas l'article R512-33 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'en 2014 l'inspection des installations classées n'a reçu qu'un seul compte-rendu des contrôles inopinés des installations d'épandages qui doivent être réalisés tous les deux mois ;

**CONSIDERANT** qu'ainsi la Société APTUNION ne respecte pas l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 janvier 2006 ;

**CONSIDERANT** qu'il est impossible de circuler autour du bâtiment GR3 et des chapiteaux 1 et 2 qui sont utilisés comme stockages, car des « raclures » sont stockés autour, et que le chapiteau 2 est à un mètre environ de la clôture ;

**CONSIDERANT** qu'ainsi la société APTUNION ne respecte pas le paragraphe 3.2.2 de l'arrêté du 23 décembre 2008 ;

**CONSIDÉRANT** que le non-respect de ces prescriptions par la société APTUNION est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

que par courrier du 12 janvier 2015, l'inspecteur de l'environnement a informé l'exploitant qu'il proposait au préfet le prononcé d'une mise en demeure et que celui-ci a été en mesure de présenter ses observations ;

**SUR** proposition de madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1**

La Société APTUNION, ci-après nommée exploitant, sise Quartier Salignan à APT (84405) est mise en demeure pour ses installations situées sur la commune d'APT, de respecter l'article R512-33 du code de l'environnement en déclarant notamment la vente de ses parcelles, et les modifications apportées aux divers stockages, avec les éléments d'appréciation nécessaires, avant le 30 juin 2015.

## **ARTICLE 2**

La société APTUNION est mise en demeure pour ses installations situées sur la commune d'APT, de respecter l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 janvier 2006 sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 3**

La société APTUNION est mise en demeure pour ses installations situées sur la commune d'APT, de respecter le paragraphe 3.2.2 de l'arrêté du 23 décembre 2008 sous un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 4**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 5**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

## **ARTICLE 6**

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la sous-préfète d'Apt, la directrice départementale de la protection des populations, le maire d'Apt, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 12 FEV 2015

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,



Martine CLAVEL

## ANNEXE

---

### Article L514-6

- Modifié par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 13

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II.-supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

### Article R514-3-1

- Créé par Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée